



CHAPITRE 46

Loi concernant la protection du public sur les routes

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 142,
a. 32, am.

1. L'article 32 de la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142) est modifié en y ajoutant, dans la première ligne, après le mot "autobus," les mots "véhicule de promenade, véhicule de service, taxi,".

Id., a. 61,
am.

2. L'article 61 de ladite loi est modifié en y ajoutant, dans la cinquième ligne du paragraphe 1°, après le mot "publics", les mots "ou pour fin de location".

Id., a. 66,
ab.

3. L'article 66 de ladite loi est abrogé.

Id., aa. 72-
86, aj.

4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 71, la section et les articles suivants:

"SECTION XVI

"DE LA PROTECTION DU PUBLIC SUR LES ROUTES

Rapport.

"72. Lorsqu'un véhicule automobile est impliqué dans un accident, les personnes suivantes doivent faire, au Bureau du revenu de la province, à Québec, un rapport de cet accident, dans les huit jours de sa date, si elles en ont eu personnellement connaissance, sinon dans les huit jours qu'il est venu à leur connaissance:

CHAPTER 46

An Act respecting the protection of the public on highways

[Assented to, the 10th of March, 1949]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 32 of the Motor Vehicles Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142) is amended by adding thereto, in the first line, after the word "autobus," the words "pleasure vehicle, service vehicle, taxi,".

R.S.,
c. 142,
s. 32, am.

2. Section 61 of the said act is amended by adding thereto, in the fourth line of paragraph 1, the words "common carrier", the words "or for hiring purposes."

Id., s. 61,
am.

3. Section 66 of the said act is repealed.

Id., s. 66,
repealed.

4. The said act is amended by adding thereto, after section 71, the following division and sections:

Id., ss. 72-
86, added.

"DIVISION XVI

"PROTECTION OF THE PUBLIC ON HIGHWAYS

Report.

"72. When a motor vehicle is involved in an accident, the following persons shall make a report of such accident to the Revenue Branch of the Province, at Quebec, within eight days of its date, if they have personally had knowledge of same; if not, within eight days from the time it came to their knowledge, namely:

a) Le chef de police, le constable, l'agent de la paix ou l'agent de la route qui a eu connaissance de l'accident ou qui en a été informé;

b) L'assureur qui a reçu un avis de l'accident;

c) La compagnie de tramways ou de chemin de fer, au cas de collision avec une de ses voitures;

d) Le coroner devant qui est faite une enquête sur le décès d'une personne causé par l'accident.

Avis au bureau.

Le propriétaire et le chauffeur ou le conducteur du véhicule automobile doivent, dans le même délai, notifier de l'accident le Bureau du revenu de la province, à Québec.

a. The chief of police, constable, peace officer or traffic officer who has had knowledge of the accident or who has been informed of same;

b. The insurer who has received notice of the accident;

c. The tramway or railway company, in the case of collision with one of its vehicles;

d. The coroner before whom an inquiry is made on the death of a person caused by the accident.

The owner, the chauffeur or the operator of a motor vehicle shall, within the same delay, notify the Revenue Branch at Quebec of such accident.

Notice to Bureau.

Rapport de l'assureur, etc.

"73. Tout assureur et toute autre personne qui paie des dommages à la suite d'un accident causé par un véhicule automobile doit en faire rapport au Bureau du revenu, à Québec, dans les huit jours de la date de ce paiement, en donnant les noms et adresses du propriétaire et du conducteur ou chauffeur de tel véhicule, le numéro d'enregistrement de ce véhicule et l'adresse, la date et une description succincte de l'accident.

Idem.

Il doit aussi fournir au Bureau du revenu tout autre renseignement et toute preuve que ce dernier exige.

"73. Any insurer and any other person who pays damages following an accident caused by a motor vehicle shall make a report of such accident to the Revenue Branch, at Quebec, within eight days of the date of such payment, giving the names and addresses of the owner and of the operator or chauffeur of such vehicle, the registration number of such vehicle and the address, date and a brief description of the accident.

Report of insurer, etc.

He shall also furnish to the Revenue Bureau any other information and evidence which the latter may require.

Idem.

Avis d'action.

"74. Le protonotaire ou le greffier de toute cour civile doit, dans les huit jours du rapport d'une action réclamant des dommages du propriétaire, possesseur, conducteur ou chauffeur d'un véhicule automobile impliqué dans un accident, donner avis de cette action au Bureau du revenu, à Québec, en mentionnant le numéro de la cause, les noms et adresses des parties, la date et le lieu de l'accident allégué, la faute reprochée et, si la déclaration les fait voir, le numéro d'enregistrement du véhicule concerné et les noms et adresses de son propriétaire et de la personne qui le conduisait lors de l'accident.

Avis de défense.

Dans les huit jours de la production d'une défense alléguant une faute ou une négligence du propriétaire ou du conducteur ou chauffeur d'un autre véhicule automobile impliqué dans l'accident, le protonotaire ou le greffier doit donner au

"74. The prothonotary or the clerk of any civil court shall, within eight days of the report of a suit claiming damages from the owner, possessor, operator or chauffeur of a motor vehicle involved in an accident, give notice of such suit to the Revenue Branch, at Quebec, mentioning the number of the case, the names and addresses of the parties, the date and the place of the accident, the fault alleged and, if it appears from the statement of claim, the registration number of the vehicle concerned and the names and addresses of its owner and of the person who drove it at the time of the accident.

Notice of suit.

Within eight days of the production of a plea alleging a fault or a negligence of the owner or of the operator, or of a chauffeur of another motor vehicle involved in the accident, the prothonotary or the clerk shall give to the Revenue Branch,

Notice of plea.

Bureau du revenu, à Québec, un avis de teneur semblable quant aux faits allégués dans la défense.

at Quebec, a similar notice with respect to the facts alleged in the defence.

Exception.

"75. Les articles 72 à 74 inclusivement ne s'appliquent pas lorsque les dommages à la personne et à la propriété, causés lors d'un accident, sont de moins de vingt-cinq dollars.

"75. Sections 72 to 74 inclusively do not apply, when the damages to the person or property, caused by an accident, amount to less than twenty-five dollars.

Avis du greffier.

"76. Le greffier de toute cour de juridiction pénale ou criminelle doit, dans les huit jours du dépôt de la dénonciation ou de la plainte, donner avis de ce dépôt au Bureau du revenu, à Québec, lorsqu'il s'agit d'une infraction à la présente loi ou à l'article 285 du Code criminel, en fournissant, autant que possible, les renseignements prévus par l'article 74.

"76. The clerk of any court of penal or criminal jurisdiction shall, within eight days of the filing of the declaration or of the complaint, give notice of such filing to the Revenue Branch, at Quebec, in the case of an offence against this act or against article 285 of the Criminal Code, by furnishing, as far as possible, the information contemplated in section 74.

Suspension.

"77. Tout tribunal, juge ou magistrat doit, en rendant jugement au mérite dans une instance civile, pénale ou criminelle, suspendre pour une période d'au moins trois mois, la licence de tout chauffeur ou conducteur d'un véhicule automobile, qui d'après la preuve, au jugement du tribunal, du juge ou du magistrat,

"77. Every court, judge or magistrate shall, when rendering judgment upon the merits, in a civil, penal or criminal suit, suspend for a period of at least three months the license of any chauffeur or operator of a motor vehicle who, according to the evidence, in the judgment of the court, judge or magistrate,

a) A conduit un véhicule automobile en état d'ivresse ou sous l'influence des liqueurs enivrantes ou de narcotiques, ou

a. Has driven a motor vehicle in a state of drunkenness or under the influence of intoxicating liquors or of narcotics, or

b) A conduit un véhicule automobile d'une manière désordonnée, insensée ou dangereuse pour le public, ou

b. Has driven a motor vehicle in a disorderly or senseless manner or in such a way as to endanger the public, or

c) A effectué un dépassement dans une courbe ou une montée accentuées ou en tout autre endroit où, en raison de quelque obstacle, la visibilité n'est pas suffisante pour faire un dépassement sans danger pour les véhicules ou les piétons circulant sur la route, ou

c. Has passed another vehicle on a curve or road with a steep grade, or at any other place where, on account of some obstacle, the visibility is not sufficient to pass another vehicle without endangering vehicles or pedestrians travelling on the highway, or

d) A refusé ou sciemment négligé d'arrêter après un accident dans lequel son véhicule automobile est impliqué et qui a causé des dommages à la personne ou à la propriété d'un tiers, sur un chemin public, ou de faire connaître, à toute personne présente qui les lui demande, son nom, son adresse, le numéro d'enregistrement du véhicule automobile et les nom et adresse du propriétaire de ce véhicule et les nom et adresse du propriétaire de ce véhicule, ou

d. Has refused or wilfully neglected to stop after an accident in which his motor vehicle is involved and who has caused damages to the person or the property of a third party, on a public road, or to make known, to any person present who so requests, his name, his address, the registration number of the motor vehicle and the name and address of the owner of such vehicle, or

e) A refusé ou sciemment négligé d'aider efficacement toute personne blessée

e. Has refused or wilfully neglected to effectively aid any person wounded in

dans un tel accident, si elle a besoin de cette aide.

such accident if the person is in need of such aid.

Propriétaire.

"78. Si la personne en charge du véhicule automobile impliqué dans l'accident en est aussi le propriétaire, ou si, au jugement du tribunal, du juge ou du magistrat, le propriétaire a commis une faute, négligence ou imprudence grave en permettant au conducteur ou chauffeur de conduire ce véhicule, le tribunal, le juge ou le magistrat qui a entendu la cause peut aussi suspendre, pour une période n'excédant pas trois mois, le certificat d'enregistrement du véhicule et rendre toute ordonnance qu'il juge appropriée pour faire enlever et garder en lieu sûr, pour le temps de cette suspension, la plaque d'enregistrement de ce véhicule.

"78. If the person in charge of the motor vehicle involved in the accident is also the owner of same, or if, in the opinion of the court, the judge or the magistrate, the owner has been guilty of gross fault, negligence or imprudence in allowing the operator or chauffeur to drive such vehicle, the court, the judge or magistrate who heard the case may also suspend, for a period not exceeding three months, the registration certificate of the vehicle and make any order which he deems proper to have the registration plate of such vehicle removed and kept in a safe place, during the time of such suspension.

Octroi de licence prohibé.

"79. Aucune licence pour conduire un véhicule automobile ne peut être accordée, pendant douze mois, à une personne qui a conduit un véhicule automobile sans être munie d'une licence et qui a été coupable d'un accident en ce faisant, ou alors que sa licence était sous le coup d'une suspension.

"79. No license to drive a motor vehicle may be granted, for twelve months, to a person who has driven a motor vehicle without being provided with a license and who was guilty of an accident while doing so or while his license is suspended.

Période.

La période de douze mois visée à l'alinéa précédent commence à compter du jour que la preuve de cette infraction est portée à la connaissance du Bureau du revenu, à Québec.

The period of twelve months contemplated in the preceding paragraph shall begin to run from the day when proof of such offence has been communicated to the Revenue Branch, at Quebec.

Rapport.

Tout chef de police, constable, agent de la paix ou agent de la route qui a lieu de croire qu'une personne en charge d'un véhicule automobile n'est pas munie d'une licence ou que sa licence est suspendue, doit en faire rapport, dans le même délai et au même bureau.

Any chief of police, constable, peace officer or traffic officer who has reason to believe that a person in care of a motor vehicle is not provided with a license, or that such person's license is suspended, shall report thereon, within the same delay and to the same bureau.

Permis-sion de conduire.

"80. Il est défendu au propriétaire ou possesseur d'un véhicule automobile de permettre à une personne qui n'est pas munie d'une licence de conducteur ou de chauffeur ou dont la licence est sous le coup d'une suspension, de conduire le véhicule automobile dont il est propriétaire ou possesseur.

"80. It is forbidden for the proprietor or possessor of a motor vehicle to allow a person who is not the holder of an operator or chauffeur's license, or whose license has been suspended to drive a motor vehicle of which he is the owner or possessor.

Suspension de licence.

"81. Sans préjudice des suspensions imposables en vertu de l'article 77, tout tribunal, juge ou magistrat qui maintient, en totalité ou en partie, une action pour dommages résultant de la faute, de

"81. Without prejudice to the suspensions prescribed under section 77, any court, judge or magistrate who maintains, in whole or in part, a suit for damages resulting from the fault, carelessness or

l'incurie ou de la négligence du conducteur ou du propriétaire d'un véhicule, même si une demande à cet effet n'est pas incluse dans les conclusions de l'action, peut décréter la suspension de la licence de la personne en charge dudit véhicule ou du certificat d'enregistrement de celui-ci, ou de l'un et de l'autre à la fois, jusqu'à ce que le jugement ait été satisfait en capital, intérêt et frais.

Garantie
de respon-
sabilité.

Le tribunal, le juge ou le magistrat peut de plus rendre une ordonnance imposant comme condition à la remise en vigueur de la licence ou du certificat d'enregistrement, ou à l'obtention d'une nouvelle licence ou d'un nouveau certificat d'enregistrement, que le propriétaire du véhicule automobile fournisse, au Bureau du revenu pour le laps de temps que détermine le jugement, sous forme de police d'assurance, de cautionnement, de dépôt ou autrement, une garantie de responsabilité financière suffisante pour protéger raisonnablement le public contre tout accident qui peut être causé à l'avenir par un véhicule automobile du propriétaire.

Entrée à
l'endos de
la licence.

"82. Tout juge ou magistrat qui reconnaît une personne coupable d'une infraction visée par l'article 77 de la présente loi ou par l'article 285 du Code criminel doit faire inscrire au verso de la licence que détient cette personne les particularités de la condamnation, suivant la formule imprimée au verso de cette licence.

Idem.

Toute personne ainsi trouvée coupable d'une telle infraction est tenue de produire au greffe de la cour cette licence pour permettre l'inscription de ces particularités.

Déclara-
tion con-
jointe.

"83. Lorsqu'une action en dommages résultant d'un accident relatif à un véhicule automobile, est réglée entre les parties avant jugement, celles-ci ou leurs procureurs doivent déposer au dossier de la cause une déclaration conjointe à cet effet et le protonotaire ou le greffier de la cour doit, dans les huit jours du dépôt de cette déclaration, en donner avis au Bureau du revenu, à Québec.

Rensei-
gnements.

Le trésorier de la province peut, après réception de cet avis, exiger des parties qui sont tenus de les lui fournir, tous ren-

neglect of the operator or owner of a motor vehicle, even if a request to that effect is not included in the conclusions of the suit, may order the suspension of the license of the person in charge of said vehicle or of the registration certificate of the latter, or of both at the same time, until the judgment has been satisfied as to capital, interest and costs.

The court, judge or magistrate may also make an order imposing, as a condition for the recovery of the license or of the registration certificate, or for obtaining a new license or new registration certificate, that the owner of the motor vehicle shall furnish to the Revenue Branch for such time as may be determined by judgment, by means of an insurance policy, a guarantee, a deposit or otherwise, a guarantee of surety of sufficient financial responsibility to afford reasonable protection to the public against any accident which may in future be caused by a motor vehicle of the owner.

Guaran-
tee of
surety.

"82. Any judge or magistrate who declares a person guilty of an offence contemplated in section 77 of this act or in article 285 of the Criminal Code shall cause to be entered on the back of the license held by such person the particulars of the conviction, in accordance with the form printed on the back of such license.

Entry on
back of
license.

Any person thus found guilty of such offence is bound to produce such license to the office of the court to have such particulars entered thereon.

Idem.

"83. When a suit for damages resulting from an accident relating to a motor vehicle is settled between the parties before judgment, the latter or their attorneys shall deposit in the records of the case a joint statement to such effect, and the prothonotary or the clerk of the court shall, within eight days of the deposit of such statement, give notice thereof to the Revenue Branch, at Québec.

Joint sta-
tement.

The Provincial Treasurer may, upon receipt of such notice, require that the parties who shall be bound to do so,

Informa-
tion.

seignements qu'il juge opportuns sur la nature de ce règlement.

Enquête. Il peut faire toute autre enquête qu'il croit utile pour vérifier les conditions de ce règlement et généralement les circonstances de l'accident qui a occasionné la poursuite.

Suspension de licence. S'il en vient à la conclusion que le défendeur ou une autre personne impliquée dans l'accident a commis une infraction visée par l'article 77, il suspend la licence et le certificat d'enregistrement du véhicule impliqué dans l'accident, pour une période d'au moins trois mois.

Avis au trésorier. "84. Le protonotaire ou le greffier de tout tribunal qui rend un jugement, une sentence ou une ordonnance suspendant une licence ou un certificat d'enregistrement, ou imposant une obligation de responsabilité financière pour la remise en vigueur ou le renouvellement de cette licence ou de ce certificat, doit, dans les huit jours du jugement, de la sentence ou de l'ordonnance, en donner avis au trésorier de la province, avec les renseignements et détails nécessaires pour permettre à celui-ci de se rendre compte de la nature et de la durée de cette suspension et, le cas échéant, de l'obligation de responsabilité financière imposée.

Mesures. "85. Le trésorier de la province crée les mesures appropriées pour la classification des avis, rapports et enquêtes prévus par la présente section, de manière que le dossier de chaque personne, société ou corporation impliquée dans ces avis, rapports ou enquêtes fasse voir les contraventions, condamnations, jugements, suspensions et autres sanctions ou mesures prévues par la présente loi et qui concernent chacune de ces personnes, sociétés ou corporations.

Peine pour infraction. "86. Quiconque est tenu, en vertu de la présente section, de faire un rapport, de donner un avis ou de fournir un renseignement au trésorier de la province ou au Bureau du revenu, à Québec, et qui refuse ou néglige de le faire dans le délai prescrit, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus vingt-cinq dollars pour la

provide him with all the information which he may deem expedient on the conditions of such settlement.

Inquiry. He may make any other inquiry which he believes useful to verify the conditions of such settlement, and in general, the circumstances of the accident which brought about the proceedings.

Suspension of license. If he comes to the conclusion that the defendant or any other person involved in the accident has committed an offence contemplated in section 77, he shall suspend the license and the registration certificate of the vehicle involved in the accident, for a period of at least three months.

Notice to treasurer. "84. The prothonotary or clerk of any court, which renders a judgment, a sentence or makes an order suspending a license or a registration certificate, or imposing an obligation of financial responsibility for the recovery or the renewal of such license or certificate, shall, within eight days of the judgment, sentence or order, give notice thereof to the Provincial Treasurer, with the necessary information and details to enable the latter to appreciate the nature and duration of such suspension and, if need be, the obligation of the financial responsibility imposed.

Measures. "85. The Provincial Treasurer shall order the proper measures for the filing of notices, reports and inquiries contemplated in this division, in such manner that the record of each person, firm or corporation involved in such notices, reports or inquiries shall show the violations, convictions, judgments, suspensions and other sanctions or measures contemplated in this act which concern each of such persons, firms or corporations.

Penalty for offence. "86. Whosoever is bound, under this division, to make a report, give a notice or furnish information to the Provincial Treasurer or to the Revenue Branch, at Quebec, and who refuses or neglects to do so within the prescribed delay, shall be guilty of an offence and shall be liable for the first offence to a fine of not less than ten dollars nor more than twenty-

première infraction et d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinquante dollars pour toute infraction subséquente, en outre des frais dans chaque cas.

Peine.

Quiconque contrevient aux dispositions des articles 80 et 83 est passible des mêmes peines."

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

five dollars, and for any subsequent offence, to a fine of not less than twenty-five dollars nor more than fifty dollars, in addition to costs in each case.

Whosoever infringes the provisions of Penalty sections 80 and 83 shall be liable to the same penalties."

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.